
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 16 novembre 2021
Régulièrement convoqué le 09 novembre 2021

Le 16 novembre 2021 à 18 heures 30,

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

Présents (es) : Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, M. Jean-Michel GUALLAR, M. Cyril MANIN, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE, Mme Pauline CABANE : Adjoints au Maire. M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, Mme Florence VINENT, Mme Vanessa VIAU, M. Vincent PERROUX, M. Julien DECORTE, M. Jérôme BEAUTHÉAC, M. Laurent CHAUVEAU, M. Dorian PLUMEL, M. Nicolas DELOLY, Mme Demet YEDILI, M. Jean-Frédéric FABERT, M. François COUTOS-THEVENOT, M. Christophe ROISSAC, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Cécile GILLET, M. Laurent MILAZZO, M. Laurent LANFRAY, Mme Françoise CAPMAL, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

Pouvoirs : Mme Emeline MEHUKAJ (pouvoir M. Cyril MANIN), Mme Fabienne MENUAR (pouvoir M. Jean-Michel GUALLAR), Mme Danièle JALAT (pouvoir M. Chérif HEROUM), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir Mme Marie-Christine MAGNANON)

Absent(e)s : Mme Sandrine MAGNETTE

Secrétaire de Séance : Mme Aurore DESRAYAUD

1.00 - MODALITÉ DE FONCTIONNEMENT DU COMPTE ÉPARGNE - TEMPS

Madame Ghislaine SAVIN, Adjointe au Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée :

Le Compte épargne-temps (CET) a été institué dans la fonction publique territoriale par le décret n°2004-878 du 26 août 2004.

Le CET permet à son titulaire d'accumuler des droits à congés rémunérés. Il permet de capitaliser sur plusieurs années des jours de congés non pris et de les solder ultérieurement de manière continue ou fractionnée.

Il est ouvert de droit à la demande des agents fonctionnaires titulaires et des agents contractuels de droit public, qu'ils occupent un emploi à temps complet ou un ou plusieurs emplois à temps non complet, sous réserve, notamment qu'ils soient employés de manière continue et aient accompli au moins une année de service.

Le nombre total de jours inscrits sur le CET ne peut excéder 60 jours, l'option de maintien sur le CET de jours épargnés ne peut donc être exercée que dans cette limite.

Le dispositif compte épargne-temps existe au sein de la Ville de Montélimar.

Cependant les agents ne disposent pas de la possibilité de demander la compensation des jours épargnés par paiement forfaitaire ou prise en compte au titre de la retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP) pour les fonctionnaires.

Il convient donc, par le biais de cette délibération, de fixer les modalités de fonctionnement du compte épargne-temps et notamment permettre aux agents, au terme d'une année civile, et lorsque le nombre de jours accumulés sur le CET est supérieur à quinze (15) jours, d'exercer un droit d'option pour l'utilisation du CET.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 7-1,

Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale,

Vu le Décret n° 2010-531 du 20 mai 2010 modifiant certaines dispositions relatives au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2018-1305 du 27 décembre 2018 relatif à la conservation des droits à congés acquis au titre d'un compte épargne-temps en cas de mobilité des agents dans la fonction publique,

Vu l'arrêté du 28 novembre 2018 modifiant l'arrêté du 28 août 2009 pris pour l'application du décret n° 2002-634 du 29 avril 2002 modifié portant création du compte épargne-temps dans la fonction publique de l'État et dans la magistrature,

Vu l'avis du Comité technique du 15 octobre 2021,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES VOTES DES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

DÉCIDE

- **D'APPROUVER** l'alimentation du compte épargne temps par :

- le report de congés annuels, sans que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année puisse être inférieur à vingt (proratisés pour les agents à temps partiel et à temps non complet) ainsi que les jours de fractionnement ;
- le report de jours de RTT (récupération du temps de travail) ;
- tout ou partie des jours de repos compensateurs à raison de 10 jours par an.

- **DE FIXER** la date limite de demande annuelle d'alimentation du compte épargne temps au 15 janvier de l'année suivante,

- **D'APPROUVER** l'accolement des jours épargnés sur le compte épargne temps avec les congés de toute nature et les jours RTT,

- **D'APPROUVER** la compensation financière des jours épargnés sur le compte épargne temps à partir du 16^{ème} jour épargné. Les 15 premiers jours épargnés ne peuvent être utilisés que sous forme de congés. Cette compensation peut prendre 2 formes :

- 1°) le paiement forfaitaire des jours épargnés selon la législation en vigueur
- 2°) la prise en compte des jours au sein du régime de la retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP) pour les fonctionnaires

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,
Ont signé les membres présents,
Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 17 novembre 2021

Pour le Maire, par délégation
L'Adjointe au Maire

Ghislaine SAVIN

